

Je voudrais dire quelques mots dans ce débat.

Je pense effectivement, comme l'a dit GOBET et comme l'a dit Francis COHEN, que le mouvement des forces productives est au-dessous de tout ce mouvement social. Et on le voit bien dans les pays socialistes, par exemple en URSS, où certains disent même que la « participation », ça n'est pas assez démocratique...

Les forces productives poussent, il y a exigence, mais il y a aussi possibilité, il y a ouverture, lutte, aspect créateur... qui dit exigence ne dit pas tout automatisme et fatalité.

Dans cette question des forces productives, il y a l'aspect révolutionnaire du développement décisif de la science, du développement des fonctions intellectuelles, du développement de l'intellectualisation du travail, sous toutes sortes de formes, ce qui fait que la question est posée de la mise en cause (en liaison avec la mise en cause de la domination du travail mort accumulé sur le travail vivant) de la séparation entre « exécution » et « conception » à toutes sortes de niveaux, et d'autant plus qu'il y a aussi les masses de concepteurs aliénées aux décideurs (masses d'ITC, etc.).

En ce qui concerne l'évolution de la classe ouvrière, on a dit que la classe ouvrière était moins homogène donc que ça facilitait l'intégration... Oui et non, c'est un problème de dynamique des luttes. Oui et non, parce que la classe ouvrière plus riche, couvrant un spectre plus large de qualifications, peut effectivement intervenir dans ces problèmes de gestion et également peut faire mieux l'alliance avec les ITC. Par son développement, elle brise en quelque sorte la coupure existant quand elle était plus homogène. C'est éventuellement un élément bien sûr d'intégration, mais encore plus potentiellement un élément de force révolutionnaire de la classe ouvrière.

On a parlé de la cogestion à l'allemande, c'est très important et je crois que nous devons beaucoup l'étudier, et aussi, comme on l'a dit, la cogestion à la japonaise, etc., parce qu'il y a plusieurs modèles... Ceci dit, ce qui me gêne un peu dans le débat, c'est la facilité avec laquelle on leur oppose l'autogestion. Mais qu'est-ce que c'est l'autogestion ? Ça n'est pas si évident. Il n'y a pas la cogestion d'un côté et l'autogestion de l'autre sur un plateau. Les problèmes sont toujours ambivalents dans les luttes, ou par définition les éléments opposés sont ensemble... Quand Ceyrac dit : On doit utiliser tout ce qu'il y a de correct dans l'utopie autogestionnaire, il est à la pointe de la lutte des classes, de son côté. Et nous, nous devons dire en quelque sorte (la formule que j'improvise n'est pas aussi étudiée) : On doit utiliser tout ce qu'ils font pour faire la part du feu afin de la transformer en points d'appui pour une lutte transformatrice, révolutionnaire. C'est une lutte, et ça n'est pas comme ça en noir et blanc, ça ne peut être que des choses « mixtes »... Un camarade parlait de compromis, alors évidemment il y a le compromis pourri, il y a le point d'appui pour avancer, et on ne peut pas dire à l'avance qu'on a écarté le pourri...

Dans la pratique des luttes transformatrices, on a affaire à des « mixtes » de principes contradictoires mais en même temps il faut étudier systématiquement les principes contraires, en quelque sorte. Il faut avoir une doctrine, une conception théorique déguisée des luttes en cours, de leurs enjeux et de leurs créateurs. Je reviendrai, pour ma part, plus tard, dans l'intervention que j'ai préparé, sur les problèmes de principe. On doit pouvoir dégager des principes radicalement, polairement opposés et en même temps toute une conception d'une dynamique de transition, de « Mixtes » de principes opposés, les uns essayant de dominer les autres,... lequel va l'emporter. Ce n'est pas dit à l'avance.

Ça nous renvoie à un dernier point, à cette notion d'autogestion nationale avancée dans le débat. A mon avis, la question de l'articulation des pouvoirs autogestionnaires aux différents niveaux à laquelle on a rattaché cette notion est évidemment cruciale. Et le niveau intermédiaire, l'entreprise, ça n'est pas un hasard si on le tient moins bien, pour la bonne raison qu'il y a, dans les principes capitalistes, la séparation de l'entreprise et de la politique : politique public des « citoyens » soit intervention des travailleurs mais uniquement pour l'emplacement des portes-manteaux.

Mais le problème à l'échelle nationale n'est pas seulement une question d'articulation entre les différents « niveaux » d'autogestion, si importante que soit la question de l'articulation. Ça serait ne voir que la moitié de la question et gommer même les contradictions fondamentales. Le problème, c'est aussi de voir qu'il y a des principes contradictoires et des « mixtes » de tendances qui luttent entre elles à tous les niveaux. Par exemple, le système parlementaire est fondé sur la délégation, donc est en principe anti-autogestionnaire, peut-on dire de façon provocatrice, et pourtant, on peut penser qu'il a encore une grande plasticité, un avenir important et que l'on doit aussi s'appuyer sur lui tout en transformant, dans la démarche autogestionnaire. C'est contradictoire, mais c'est comme ça dans cette lutte des contraires, dans la lutte des classes concrètes dans une dynamique avec des points d'appui, du processus révolutionnaire.

Il faut bien voir le caractère révolutionnaire, profond, du bouleversement autogestionnaire, antithétique avec les principes bourgeois, polairement opposés, qui va à l'horizon. Mais il ne s'agit pas de dire : le vrai changement est à l'horizon, parce que c'est une conception de la réalité, hors de la dialectique du processus... Le vrai changement, c'est dès aujourd'hui possible de le commencer. Il faudrait le dire plus nettement, dès aujourd'hui dans les aspirations et dans les luttes, déjà, est accrochée la lutte autogestionnaire... Il faut tenir les deux aspects sinon on mégote. Le plus important, c'est le début dans une certaine mesure. Pour valoriser ce qui se fait aujourd'hui, on doit voir l'ampleur de l'opposition des principes, mais pas pour abaisser ce qui peut résulter des luttes actuelles. On peut être d'accord, mais je crois que dans telle formulation, à mon avis, c'était un peu boiteux disons, et dans une certaine mesure unilatéral.

Par contre, à mon avis, par rapport à ce qu'a dit Grevet hier, - et je le lui ai dit amicalement tout à l'heure - on ne peut pas dire qu'il y a déjà le « mixte » des principes capitalistes et autogestionnaires dans le CME. A mon avis, la nouveauté est plus radicale, la socialisation de la consommation ce n'est pas **déjà** ça, parce que cette socialisation - comme je l'avais avancé en 1966 à Choisy-le-Roi - c'est au sommet et non pas à la base, tandis que le problème se pose à la base maintenant et il y a vraiment une nouveauté considérable. La nouveauté commence à pointer dans la crise de structure actuelle, même si les aspirations et les tentatives sont très anciennes. Si on lit **La guerre civile en France de 1871** de Marx, on voit à quel point déjà la Commune est branchée sur des aspirations et des tentatives autogestionnaires, et encore plus si on lit les **Manuscrits** de Marx, c'est-à-dire tous ses brouillons, sans parler d'autres travaux.

Quant à l'autogestion yougoslave, qu'on a évoquée hier, il faut bien se garder d'un embellissement mystificateur. Il faudrait pouvoir analyser au contraire les bases matérielles et autres de son « contournement », comme on dit là-bas, et des contradictions entre les prétentions affichées et les réalités effectives.

Par rapport à l'idéal bien sûr, on peut l'employer dans le sens d'utopie, on peut l'employer dans le sens également d'idéal moral, et ça peut être très mobilisateur dans certaines conditions, mais ce n'est pas dans ce sens que je l'ai employé pour ma part, quand j'ai parlé de principes idéaux. Je l'ai employé dans un sens plus évidemment matérialiste, c'est-à-dire dans le sens d'aiguilé au niveau d'un dessin clair, ce qui s'ébauche dans les luttes pratiques maintenant de façon confuse. C'est comme si on faisait un schéma, pour comprendre l'aboutissement d'une ébauche qui est en train de se faire. J'essaie d'aiguiser, de rendre pointu, pour comprendre avec un dessin provisoire, parce que le guide, c'est ce que les travailleurs construisent, comme disait Marx, répondant à Bakounine sur la question de l'anarchie. A Bakounine déclarant : si le marxisme, c'est le socialisme scientifique, cela veut dire que ce sont des savants qui vont diriger tout. Et Marx de rétorquer : au contraire, nous on essaie de comprendre ce que créent objectivement les masses, voilà ce que j'appelle socialisme scientifique. Alors, évidemment, on fait des dessins provisoires, hypothétiques.

Dernier point, l'administration des choses qu'on prétend substituer au gouvernement des hommes. Je crois qu'il y a une double traditions dans le marxisme, Saint Simon et Fourier, n'est-ce-pas. L'administration des choses, c'est une formule saint-simonienne, et l'autogestion, dont l'idée est antérieure à Fourier bien entendu, elle est presque aussi vieille que l'humanité, comme idéal moral. Fourier pousse davantage sur elle la réflexion. Mais je crois que rejeter complètement le gouvernement des hommes, ça n'est pas voir la spécificité du politique. Le problème, c'est l'**autogouvernement**, ça n'est pas l'administration des choses, ou ça ne se réduit pas à l'administration des choses. Je crois qu'il y a une espèce de naïveté dans le sens fort du terme, dans cette formule, dans la mesure où l'on oublie le problème de la spécificité des relations politiques, des relations entre hommes au niveau de la reproduction de la société totale. L'Etat n'est pas toute la **politique** ! C'est très important le problème des constructions institutionnelles.

L'administration des choses c'est une formule unilatérale qui est belle, mais je pense que la dialectique de la vie sociale est beaucoup plus riche. Au contraire, nous avons souffert des formules dogmatiques. On dit l'administration des choses, et on voit à quel point il y a la revanche des nécessités sociales puisqu'on n'organise pas l'autogouvernement et qu'on a un sacré gouvernement des hommes et des femmes.